

Repenser la frontière

Les lignes de démarcation qui partagent le Moyen-Orient n'apparaissent pas toutes sur les cartes de géographie. Explications dans le dernier numéro de la revue «a contrario»

Les atlas ne disent pas tout. Nombre de frontières, qu'elles soient symboliques, psychologiques, identitaires ou culturelles, ne figurent en effet sur aucune carte. Et c'est particulièrement vrai au Moyen-Orient, région qui a vu se superposer au découpage politique mis en place sur les décombres de l'Empire Ottoman des clivages d'un genre nouveau durant les dernières décennies. Mettre en évidence ces lignes de fractures souvent souterraines, questionner la façon courante de concevoir la frontière, confronter réalité du terrain et approche théorique, tel est le programme de la dernière livraison de la revue «a contrario».

Un numéro réalisé sous la direction de Riccardo Bocco et de Daniel Meier – respectivement professeur et assistant de sociologie politique à l'Institut universitaire d'études du développement – avec le concours d'une dizaine de chercheurs venus d'horizons scientifiques très divers, mais possédant tous une excellente connaissance du terrain moyen-oriental.

Un puissant révélateur

«Depuis sa création en 2003, la vocation de «a contrario» a toujours été de donner la parole à des acteurs scientifiques capables de sortir de leur questionnement disciplinaire au profit d'approches conceptuelles plus ouvertes», explique Daniel Meier. Dans le cas présent, il s'agissait plus précisément de «faire de la frontière le point de départ de notre réflexion sur la région du Moyen-Orient, une frontière débarrassée des limites que la géographie ou la science politique lui imposait», complète Riccardo Bocco. Les auteurs ont ainsi pu soulever le problème frontalier sous des aspects symboliques ou sociaux qui révèlent à leur façon les enjeux et changements que connaît la région.

Irène Maffi montre ainsi comment la manipulation des manuels scolaires par le pouvoir jordanien a permis d'entretenir l'illusion que les frontières politiques du pays recouvraient une histoire et une identité communes. Ce, alors que dans les faits, l'Etat hachémite a été établi par les puissances coloniales sur un territoire sans unité politique et habité par une population hétérogène.



Découpé par de multiples fractures souterraines, le Moyen-Orient est un territoire bien plus complexe que ne le laisse croire ses frontières politiques.

Chez le voisin israélien, en revanche, c'est la démographie qui dicte désormais le tracé des frontières. Comme le montre Pascal de Crousaz, les dirigeants de l'Etat juif semblent aujourd'hui convaincus que l'avenir passe par une limitation de la taille de leur Etat, afin de préserver la majorité juive au sein de sa population, thèse qui a pourtant été combattue durant des décennies au nom de l'idéologie du «Grand Israël». La géographie politique a connu un autre bouleversement de taille avec l'émergence d'Al-Qaïda, changements

qui ont été analysés par Mohammed-Mahmoud Mohamedou. Formant une communauté qui transcende les identités nationales ou régionales, l'organisation chapeauté par Ben Laden échappe à toute définition d'ordre juridique, si bien qu'il est difficile d'en définir les contours. Refusant d'opérer une distinction entre civils et militaires, Al-Qaïda réduit à néant l'écart entre ce qui se fait et ce qui ne se fait pas en temps de guerre, créant ce que l'auteur appelle «une guerre non linéaire». Enfin, si l'organisation nie la légitimité des frontières traditionnelles, elle a donné une force nouvelle aux clivages symboliques que sont la religion, la culture ou le degré de prospérité.

La nouvelle donne américaine

Dans le camp opposé, la politique menée par George W. Bush et ses conseillers depuis le 11 septembre 2001 a, elle aussi, contribué à chambouler le profil de la région. N'hésitant plus à faire l'amalgame entre la nature autocratique d'un régime, le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, l'administration américaine est parvenue à imposer au Moyen-Orient un modèle proche de celui que connaît l'Amérique latine depuis des décennies. Système qui se caractérise par l'omniprésence d'une grande puissance tutélaire (Etats-Unis) définissant selon ses propres critères ses partenaires privilégiés (Israël, Jordanie, Emirats du Golfe/Mexique) les Etats parias (Syrie, Iran/Cuba) et les Etats «préoccupants» (Arabie saoudite/Colombie, Venezuela), tout en s'efforçant de composer avec les poids lourds régionaux (Egypte/Brésil). ■

Vincent Monnet

«a contrario», revue interdisciplinaire de sciences sociales, vol.3-n°2», numéro spécial: Frontières au Moyen-Orient, sous la dir. de Riccardo Bocco et Daniel Meier, Ed. Antipodes, 184 p. www.unil.ch/acontrario.